

Ste Geneviève Avant Tout

Chers amis génovéfains,

Dans sa décision du 9 mai dernier, le Conseil Constitutionnel vient de permettre au peuple de se saisir du Référendum d'Initiative Partagée (RIP). Cette décision historique est une première dans notre pays depuis l'inscription en 2008 du RIP dans la constitution !

À l'heure où nous vivons une crise démocratique majeure, sans précédent, cette décision des « Sages » est à saluer, à sa juste mesure.

Le 16 mars 2019 l'Assemblée Nationale adoptait le projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises ouvrant la cession d'Aéroports de Paris, de la

Française de Jeux et la cession de parts d'Engie. C'est suite à cela qu'une proposition de loi référendaire déposée par 248 parlementaires de tous bords politiques le 10 avril dernier pour donner un caractère de « service public national » aux aéroports de Paris-Charles-de-Gaulle, Paris-Orly et Paris-Le Bourget que le Conseil Constitutionnel s'est prononcé en ce sens.

Dès lors, pour que cette décision puisse être soumise à un référendum pour l'approbation du peuple, il faille atteindre 10 % de signatures du corps électoral, c'est-à-dire plus de 4,7 millions de signataires.

Au vu de la demande de démocratie participative exprimée par le peuple à travers la crise sociale que traverse le pays depuis plusieurs semaines, il est, à notre sens, plus

que symbolique, que les Sages aient permis au peuple de se prononcer sur la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP).

Il est par ailleurs de notre devoir d'élus locaux d'alerter, d'aiguiller, d'éclairer nos concitoyens sur ce qui se joue à chaque fois qu'une privatisation des entreprises publiques est à l'ordre du jour.

Nous devons épargner notre pays d'une forme de privatisation qu'ont connu nos autoroutes il y a une vingtaine d'années.

Chacun devra être en face de ses responsabilités !

Pour Sainte Geneviève Avant Tout
Jacqueline DIARD, 1^{ère} adjointe au Maire.

Sainte-Geneviève pour TOUS, pluraliste et constructif

Chères Génovéfains, chers Génovéfains,

Le dernier recensement de la population génovéfaine, validé par la commission de contrôle des listes électorales composée de cinq conseillers municipaux dont un membre de l'opposition, fait apparaître que 20.310 électeurs seront appelés aux urnes pour les prochaines élections. J'en profite pour féliciter tous nos jeunes nouvellement inscrits qui sont en train de recevoir leur première carte électorale par la poste et qui voteront pour la première fois le 26 mai prochain pour l'élection des représentants de la France au Parlement européen. La célébration du 8 mai 1945 vient nous rappeler la réussite fondamentale de la construction européenne : 74 ans de paix entre des pays européennes qui auparavant s'entredéchiraient et précipitaient leurs peuples dans l'abîme. C'est donc dans un esprit profondément pluraliste que j'appelle les plus jeunes à accomplir leur devoir électoral, à entrer dans le débat démocratique qui est celui de leur avenir, du continent et du monde dans lesquels ils vont vivre avec tous les défis que cela représente en matière de développement durable, de respect des

ressources naturelles de notre planète et de modèle de croissance soutenable de nos économies. Bien sûr, j'appelle tous les 20.310 électeurs de notre ville à participer aux élections européennes, sans oublier les ressortissants des pays de l'Union européenne inscrits dans notre ville.

Encore une fois, vous constaterez que le fonctionnement de notre République repose très largement sur l'engagement des communes et des citoyens au niveau local. Ainsi pour organiser une élection, tous les élus municipaux seront mobilisés pour présider la vingtaine de bureaux de vote, assistés d'une cinquantaine d'agents administratifs et techniques de la ville. Près d'une centaine d'asseurs seront aux côtés des élus municipaux pour assurer le fonctionnement de chaque bureau de vote. A la fin de la journée, il faudra pas moins de 250 volontaires scrutateurs pour effectuer le dépouillement des bulletins de vote et permettre la proclamation des résultats. Au total, ce sont plus de 400 personnes qui assureront ce service public essentiel pour la démocratie. Soyez-en tous remerciés, pour votre participation au vote et pour votre volontariat si votre situation vous le permet.

Vous vous forgerez chacun votre propre opinion des quelque 34 listes de candidats et je ne doute pas que l'une d'entre-elles devrait recueillir votre suffrage. La devise olympienne du baron Pierre de Coubertin me paraît tout à fait adaptée à la démocratie : l'essentiel est de participer ! Pour conclure sur une proposition politique, j'appelle nos collectivités locales, notre ville ainsi que notre agglomération, à s'engager davantage dans la recherche et le soutien à tous les projets pouvant bénéficier de fonds européens. C'est un constat national que la France ne sollicite pas assez les fonds dont elle aurait droit : 27 milliards d'euros pour la période 2014/2020 pour 5 fonds (le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds de cohésion, le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Pour cela, il faut construire des appels à projets au niveau local. Etudions ensemble les projets dans notre ville qui seraient éligibles.
Jean POUCH, avec Sophie GODAR, Marie-Noëlle ROLLY et Yassin LAMAOU (www.sgpourtous.fr)

Sainte Geneviève Bleu Marine

Samedi 9 février, la municipalité, à grands coups de communication et, après plus d'un an de travaux, a inauguré la « piscine d'en face ».

Le coût des travaux de réhabilitation de ce vieux bâtiment a largement dépassé les 3 millions. Etait-il urgent de créer ce qui n'est rien d'autre qu'un village associatif à ce prix ? La municipalité se gargarise du coût modeste de l'opération considérant qu'une simple démolition n'aurait coûté que 1,2 millions. Pourtant, la laisser « dans son jus », quelques années encore, n'aurait rien coûté.

En cette période où les Français subissent une pression fiscale sans précédent, il est légitime de se poser la question de l'opportunité, voire de l'utilité d'un tel projet qui, en plus, aura un coût de fonctionnement élevé. Rappelons que l'endettement de la commune tuteye les 48 millions d'euros.

Le département a également contribué au financement de la gabegie l'opération. Etonnant quand on se souvient qu'il avait brutalement augmenté de 25% la taxe foncière pour parer à une « situation financière déplorable » laissée par la précédente majorité de gauche en nous promettant que, dès que sa situation financière serait meilleure, la taxe foncière serait revue à la baisse. A multiplier les opérations de ce type, la baisse n'est pas pour demain...

Depuis des décennies, nos élus dilapident notre argent et appauvrissent la France. En 2007, un premier ministre disait qu'il était à la tête d'un pays en faillite. Et qu'a-t-on fait depuis ? Rien. Les prélèvements obligatoires ont dépassé les 1 000 milliards d'euros, la dette atteint 100% du PIB à 2 300 milliards !

Les gilets jaunes, dans leurs revendications, ne demandaient pas de « pépinières multiactivités » mais une augmentation de leur

pouvoir d'achat via une baisse des impôts qui ne peut passer que par la rationalisation de la dépense publique et l'arrêt des dépenses somptuaires. Tout le contraire de ce que font nos dirigeants, M. Petitta inclus.
*

L'incendie de Notre-Dame a jeté une lumière cruelle sur l'indigence des moyens déployés par l'Etat pour la sauvegarde de notre patrimoine, de l'ordre de 300 millions par an en crédit d'entretien et de restauration. Pendant ce temps-là, les 40 000 mineurs isolés issus de l'immigration « accueillis » en 2018, auront coûté plus de 2 milliards d'euros. On voit bien où sont les priorités de ceux qui nous dirigent...

Gaël Fouilleul - Suzanne Petit - José Pinto Cordeiro

Place au peuple de Sainte Geneviève

Texte non parvenu